



# LA COMMUNAUTE POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI



SADC Aujourd'hui, Vol. 8 No. 4 Octobre 2005

## A L'INTERIEUR...



## Circulation inter-frontière des populations

par Munetsi Madakufamba

**DANS UNE** commémoration appropriée du Jubilé d'Argent de la SADC, les dirigeants des Etats Membres ont conclu leur sommet 2005 au Botswana en adoptant une décision critique qui facilitera la circulation aisée des populations dans la région.

Ceci est basé sur le principe qu'une participation complète dans le processus d'édifier la région en communauté est possible uniquement là où les citoyens de la région peuvent jouir de liberté de mouvement à travers les frontières.

La signature du Protocole sur la Facilitation du Mouvement de Personnes dans la SADC, visant à permettre le mouvement de personnes vers d'autres pays de la région, est un moment marquant dans l'histoire de cette communauté régionale qui a adopté plus de 30 instruments juridiques durant son existence vieille d'un quart de siècle.

Bien que d'autres protocoles et déclarations signés jusqu'à nos jours, soient importants pour l'harmonisation des politiques nationales et fournissent une structure juridique pour la

coopération et l'intégration régionale, le nouveau protocole, tel que décrit par un délégué est "le protocole du peuple" qui rendra pertinent tous les autres instruments. Il étend directement les bénéfices de la SADC à tous les citoyens de la région.

Déjà signé par la moitié des 14 états membres et encore sujet à la ratification par deux-tiers des membres, l'objectif général du protocole est de développer des politiques qui ont pour but l'élimination progressive des obstacles au mouvement des populations dans la région de la SADC. Il facilitera l'entrée exempte de visa, la résidence et l'établissement par des individus ou des familles sur les territoires d'autres états membres.

Le protocole s'applique aux citoyens des pays de la SADC. Bien que la période maximum par an pour un visa d'entrée libre sera de 90 jours, le protocole possède une clause donnant au visiteur la possibilité de demander une extension selon les lois de l'état membre.

POLITIQUE	3
SOMMET	4
TRANSITIONS	5
NEPAD	6
PROFILES	7
ENTREVUE	8-9
INNOVATIONS	10
PECHES	11
AFFAIRES	12
COMMUNAUTE	13
LIVRES	14
EVENEMENTS	15
L'HISTOIRE AUJOURD'HUI	16

Suite à la page 2

# Circulation inter-frontière des populations

suite de la page 1

Les demandeurs de permis de résidence peuvent s'attendre à ce que leurs requêtes soient traitées beaucoup plus rapidement après la mise en vigueur du protocole. De même, le protocole prévoit pour ceux qui cherchent l'autorisation d'exercer une activité économique légale ou un commerce ou ceux qui veulent exercer une profession, par exemple en tant qu'avocat, médecin, dans un état membre associé.

Les pays qui n'ont pas signé pendant le sommet sont l'Angola, le Botswana, Madagascar, le Malawi, l'Île Maurice, la Tanzanie et la Zambie.

## Les objectifs sont de faciliter:

- o L'entrée dans les états membres sans obligation de visa pour un période maximum de 90 jours par an pour des visites sérieuses et conformes aux lois du pays membre;
- o La résidence permanente et temporaire sur le territoire d'un autre état membre ; et
- o L'exercice d'une profession sur le territoire d'un autre état membre.

Le nouveau protocole approuvé par le sommet de la SADC en août, devra désormais être ratifié par un minimum de neuf états membres avant le début de la mise en application. Le processus de ratification implique que des états membres soumettent des documents juridiques au Secrétariat de la SADC, indiquant leur volonté de mettre l'accord en vigueur.

João Ndlovu, directeur exécutif de l'Organe sur la Politique, Défense et Sécurité, a expliqué que les états membres ont des procédures constitutionnelles différentes pour traiter les protocoles.

Certains exigent un entérinement parlementaire pour tous les accords nationaux avant que le chef d'état ou le gouvernement n'y appose sa signature.

Bien que les procédures varient de pays à pays, la ratification est généralement enregistrée après une certaine forme de consultation nationale, un processus qui peut prendre jusqu'à plusieurs années. Cependant, les réglementations de la SADC sont telles que dès qu'il y a ratification par deux-tiers des états membres, le protocole devient un document juridiquement obligatoire.

Le protocole est conforme "à la tâche de la SADC" de promouvoir l'interdépendance et l'intégration de nos économies nationales

pour le développement harmonieux, équilibré et équitable de la région". Il reconnaît la nécessité d'impliquer les citoyens ordinaires de la région, centralement, dans le processus de développement et d'intégration.

La Zone de Libre Echange de la SADC, prévue pour 2008, est un des nombreux efforts régionaux qui bénéficiera énormément du Protocole sur la Facilitation de Mouvement des Personnes. Le Protocole Commercial de la SADC, sous l'égide duquel la Zone de Libre Echange sera créée, facilite le mouvement de capitaux, de produits et services à travers les frontières.

Cependant, les critiques ont débattu sur le fait que la Zone de Libre Echange est dénuée de sens en l'absence de libre mouvement de la population puisque celle-ci facilite le commerce. En fait, les conditions de visa sont l'une des barrières non-tarifères importantes au commerce.

Certains états membres ont déjà conclu des accords bilatéraux pour éliminer les obligations de visa de façon à promouvoir le

tourisme et faciliter le commerce à travers leurs frontières. Le plus récent étant un accord d'exemption de visa signé en début d'année entre le Mozambique et l'Afrique du Sud. Certains accords bilatéraux en cours de négociation lors de la signature du protocole sont entre le Mozambique et le Zimbabwe, et l'Angola et le Botswana.

Le nouveau protocole de la SADC soutient les efforts de l'Union Africaine qui est partisane de la libre circulation des populations à travers le continent en tant que tremplin vers le mouvement de personnes dans une éventuelle Communauté Economique Africaine.

A travers le protocole, les états membres de la SADC réaffirment également leur engagement aux accords internationaux, auxquels ils sont liés, sur la question des demandeurs d'asile et des

réfugiés. Ils s'engagent à la coopération, entre autres, avec la Commission Supérieure des Réfugiés et l'Organisation Internationale pour la Migration.

## Facilités de voyage

A travers le protocole, les états membres "conviennent de rendre les documents de voyage disponibles à leurs citoyens. Ils acceptent de coopérer en harmonisant les moyens de transport que se soit par air, terre ou eau et d'accroître et améliorer les facilités de voyage surtout entre leurs frontières mutuelles".

Les états membres "entreprennent d'introduire si possible des passeports électroniquement lisibles". Ils s'engagent également à introduire "les passeports technologiquement sensibles et autres facilités relatives lorsque les circonstances le permettent".

## Pratiques d'immigration

Depuis la date d'entrée en vigueur du protocole, les états membres ont convenu de prendre des mesures pour parvenir à:

- o L'harmonisation de leurs lois et pratiques administratives afin que les citoyens de l'état intéressé puissent entrer dans le territoire d'un autre état partisan pour une période maximum de 90 jours par an pour des visites sérieuses;
- o La standardisation des formulaires d'immigration utilisés par les citoyens voyageurs des états intéressés;
- o L'établissement d'un bureau SADC séparé à chaque port d'entrée principale entre les états intéressés;
- o Par voie d'accords bilatéraux, à l'instauration d'un nombre suffisant de point de passage frontaliers sur le territoire d'un autre état intéressé avec des heures d'ouvertures identiques de chaque côté de la frontière et garantir qu'au moins un tel

poste demeure ouvert 24 heures chaque jour;

- o Par voie d'accords bilatéraux entre les états partis concernés l'émission d'un simple visa/laissez-passer aux citoyens des états partis pour les citoyens qui résident dans les zones frontalières des territoires de tels états partis ;
- o L'abolition des obligations de visa où elles existent encore, à conditions que lorsque considérés nécessaires, ces visas soient émis gratuitement au port d'entrée; et
- o La coopération avec l'assistance du Secrétariat de la SADC et tout autre organisme désigné de la SADC et autre état parti selon les dispositions d'une telle formation pour les officiels supérieurs de l'immigration, des douanes, de la police et de la sécurité lorsque nécessaire pour faciliter le mouvement des personnes au sein de la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe.

# La SADC aspire à une convergence macro économique avant l'instauration d'une devise commune

par Munetsi Madakufamba

**LES ETATS** membres de la SADC travaillent vers la stabilisation des variables macro-économiques en préparation d'une devise commune prévue dans les 10 prochaines années.

Fudzai Pamacheche, ancien directeur par intérim du Conseil d'Administration de la SADC sur le Commerce, l'Industrie, les Finances et l'Investissement, explique qu'il est critique important que les Etats Membres obtiennent les principes de base des droits économiques si l'on veut que le système envisagé de devise commune soit un succès.

Les banques centrales de la SADC sont en pleine harmonisation de leurs politiques monétaires avec pour but d'établir une unité monétaire commune d'ici 2016.

S'adressant au sommet SADC tenu au Botswana en août, Pamacheche a expliqué qu'il faudrait qu'il y ait une convergence sur les principes de base tels que l'inflation, les déficits budgétaires et la stabilité des taux de change, ainsi que la convertibilité des devises.

La structure pour parvenir à certains de ces principes de base est décrite dans le Plan Régional Indicateur de Développement Stratégique (PRIDS), plan

directeur de la SADC sur 15 ans. Le PRIDS a pour objectif une devise commune d'ici 2016.

Le PRIDS a également fixé un but pour les états membres afin d'atteindre des statistiques d'inflation à un chiffre d'ici 2008 et un plafond de 5% d'ici 2012. Pamacheche explique que l'objectif d'atteindre une inflation à un chiffre est possible puisque 9 des 14 états membres ont déjà enregistré un taux d'inflation inférieur à 10 pour cent.

De même, la SADC espère parvenir à une discipline fiscale durable en se concentrant sur les déficits budgétaires se montant à moins de cinq pour cent du Produit National Brut (PNB) d'ici 2008, qui peut être accompli par un contrôle rigide des dépenses, et le renforcement de la collecte de revenu et des bases d'imposition.

Pamacheche explique que les états membres ont besoin d'un taux de change stable et, même plus important, de devises convertibles dans tous les autres états membres.

En ce moment, seul le Rand sud africain est convertible dans tous les pays de la SADC suivi du Pula du Botswana convertible dans certains mais pas tous les états membres.

"C'est un long processus [vers une devise commune] et un certain nombre de questions

techniques devraient être abordées,"ajoute Pamacheche.

Le président de la SADC, Président Festus Mogae du Botswana, explique que le processus pourrait être plus long que prévu en raison d'un certain nombre de caractéristiques qui doivent d'abord être mises en place, y compris la Zone de Libre Echange.

"C'est un début," dit-il, en ajoutant que l'Union Européenne, formée en 1953, n'a obtenu sa devise commune l'Euro-que récemment.

La SADC travaille vers l'instauration d'une Zone de Libre Echange d'ici 2008. Ceci devra être accompli grâce à la mise en oeuvre du Protocole Commercial de la SADC, lancé en 2000.

Les états membres éliminent les tarifs et les barrières non-tarifaires sur la totalité des produits excepté les quelques produits sensibles pour lesquels des accords individuels sont en cours de négociation.

La Zone de Libre Echange est supposée revigorer le commerce intra-régional, qui a régulièrement augmenté à partir de cinq pour cent de la totalité du commerce international avant la mise en oeuvre du protocole commercial, au 25 pour cent actuel. D'ici 2008, il est prévu que le commerce intra-régional se monte à 35%.

Mené par la Commission des Gouverneurs de Banque Centrale, la devise commune est supposée pousser le commerce intra-régional à un niveau supérieur.

## Mkapa:

### "Que le sommet SADC représente le feu"

DANS son discours d'adieu pendant le Sommet, Président Benjamin Mkapa a invoqué la tradition africaine pour exhorter ses collègues à renforcer leur unité d'objectif et à rapidement progresser vers une communauté régionale intégrée.

"Je crois, passionément, au pouvoir de l'unité et de la solidarité", déclare Mkapa. "Et c'est ce qu'est la SADC-et devrait continuer à l'être".

Traditionnellement, les africains allumeraient un feu et s'installeraient autour pour discuter des questions d'intérêt pour la communauté, résolvant les conflits familiaux et de société, ou simplement en tant qu'illustration de leur sentiment d'appartenance, d'unité, de volonté à rechercher la force dans la multitude.

"A partir de cette réalité historique est né un proverbe de notre partie du monde: "Comme il est aisé de vaincre un peuple qui n'allume pas de feu."

"Le monde extérieur devient de plus en plus indifférent, plus compétitif et plus sélectif pour

ceux qui sont hors compétition. Notre futur prospérité et nos espoirs dépendent du feu que nous allumons et autour duquel nous nous asseyons; afin d'échanger des idées dans l'unisson et l'enthousiasme.

Que le sommet de la SADC soit le feu autour duquel les peuples de cette région se rassemblent-dans l'unité, la solidarité et l'enthousiasme - afin de définir une voie de survie et prospérité à travers la jungle du monde en cours de globalisation.

"Aucune autre région ne jouit d'un niveau similaire de valeurs communes et des aspirations sur la bonne gouvernance démocratique, et sur une prospérité partagée, comme nous à la SADC.

"Allumons le feu qui chauffera les os des anciens, et fournira la lumière et direction pour l'énergie des jeunes."

Mkapa se retire de la présidence en fin d'année après avoir servi deux mandats en tant que Président de la République Unie de Tanzanie. Les élections présidentielles et parlementaires sont prévues pour le 30 octobre.

#### Priorités pour 2006/2007

#### Conseil d'Administration sur le Commerce, l'Industrie, les Finances et l'Investissement

Durant le sommet de juin, la Commission Intégrée des Ministres de la SADC, a approuvé les priorités 2006/7 suivantes du Conseil d'Administration du TIF:

- o Intégration du marché de produits et services, supposé atteindre les tarifs nuls pour le commerce intra-SADC et un tarif externe commun;
- o Développement de marchés financiers et de capitaux qui mènerait à la libre circulation de capitaux dans la région;
- o Atteindre une coopération monétaire dont le résultat serait la convertibilité de devises et la promotion du commerce régional;
- o Atteindre une convergence macro-économique qui aurait pour conséquence un environnement macro-économique stable dans la région;
- o Augmentation des niveaux d'investissements intra-SADC et des investissements étrangers directs;
- o Renforcement d'une compétitivité productive à travers la gestion de réseau de centres technologiques et des secteurs de production; et
- o Participation efficace et conformité avec les accords internationaux signifie aider de manière stratégique à l'intégration des états membres dans l'économie mondiale.

# Le Sommet du Jubilé d'Argent de la SADC élargit son adhésion, nomme une nouvelle direction

LE SOMMET du Jubilé d'argent de la SADC tenu au Botswana a pris un certain nombre de décisions cruciales qui résulteront dans l'augmentation de l'adhésion de l'organisation, son secrétariat est sous une nouvelle direction, et des projets sont approuvés afin que les citoyens jouissent d'une facilité de mouvement à travers les frontières.

Le 25<sup>ème</sup> sommet de la SADC, qui s'est réuni le 17-18 août, a admis Madagascar en tant que nouveau membre, ayant évalué les mérites de ce cas depuis le sommet de l'an passé à l'Ile Maurice.

Le Président de Madagascar, Marc Ravalomanana, a remercié le sommet d'avoir accepté la candidature de son pays, et promis son assistance totale à la vision et aux objectifs de la SADC.

Avec une population de 17,4 millions, l'adhésion de Madagascar dans la SADC augmente le total de la population de la région de la SADC à plus de 238, 8 millions.

D'autres visages nouveaux incluent le Premier Ministre Navichandra Ramgoolam de l'Ile Maurice, vainqueur des élections de juillet, Président Hifikepunye Pohamba de la Namibie, et Amando Guebuza du Mozambique prenant leurs sièges à la SADC pour la première fois depuis leur prise de pouvoir au début de cette année suite aux élections de la fin de l'an dernier dans leurs pays respectifs.

Dans une démonstration d'extension des bénéfices de la communauté régionale à tous ses citoyens, les dirigeants ont adopté un Protocole pour Faciliter le Mouvement des Populations dans la SADC.

Le protocole est en cours de ratification par les deux-tiers de majorité requis des états membres avant qu'il n'entre en vigueur.

Les Chefs d'Etats et de Gouvernement ont réaffirmé la nécessité d'honorer les engagements contenus dans la Déclaration de Dar es Salaam sur l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire en tant que priorité,

pour accélérer la production agricole et l'éradication de l'insécurité alimentaire dans la région."

La SADC a également entériné l'objectif de l'Union Africaine de 50 pour cent chacun de femmes et d'hommes dans toutes les positions politiques et de prise de décision.

## Points forts du Sommet

- Le Protocole sur la Facilitation du Mouvement des Personnes est approuvé.
- Madagascar devient le 14<sup>ème</sup> membre de la SADC.
- L'ancien Ministre mozambicain Tomáz Salomão est nommé Secrétaire Général.
- Les Chefs d'Etats et de Gouvernement posent la pierre commémorative sur le site du nouveau siège de la SADC.
- Le Président Tanzanien, Benjamin Mkapa fait ses adieux.
- Les nouveaux dirigeants accueillent les Présidents de Madagascar, l'Ile Maurice, du Mozambique et de la Namibie.
- Les anciens dirigeants du Botswana, Mozambique, Namibie et République Unie de la Tanzanie participent au Sommet du Jubilé d'Argent.



Le Monument en Pierre de la Fondation, site du nouveau siège de la SADC

## La nouvelle direction de la SADC

L'hôte du Sommet, le Président du Botswana, Festus Mogae a succédé à la présidence de la SADC par rotation pour les 12 prochains mois. Son adjoint est le Premier Ministre du Lesotho, Pakalitha Mosisili, qui accueillera le sommet 2006. La tro ka de la SADC pour l'année qui suit inclue ces deux dirigeants en plus du président sortant, Ramgoolam, Premier Ministre de l'Ile Maurice.

La présidence pour l'Organisme sur la Politique, la Défense et la Coopération dans le domaine de la Sécurité, qui fonctionne également par système de rotation, est actuellement assumée par la Namibie avec comme adjoint la République Unie de Tanzanie. La tro ka inclue l'Afrique du Sud, qui vient juste de renoncer à la présidence.

Une nouvelle direction pour le Secrétariat de la SADC a été nommée par le Sommet.

L'ancien Ministre mozambicain, Tomáz Augusto Salomão, un économiste, a été assermenté en tant que Secrétaire Général, ainsi que son adjoint, l'ingénieur angolais, João Samuel Caholo. Les deux exécutifs ont remplacé le mauricien Prega Ramsamy et Albert Muchanga de la Zambie, respectivement.

Le sommet a également annoncé la nomination de 10 membres de son organe de résolution de dispute, le tribunal de la SADC. Il a désigné les cinq membres réguliers initiaux du Tribunal qui viennent de l'Angola, Botswana, Malawi, Ile Maurice et Mozambique: notamment Roberto Kambovo, Onkemetshe B. Tshosa, Juge Isaac Jamu Mtambo, Juge Ariranga Govindasamy Pillay et Luis Antonio Mondlane, respectivement.

## Gouvernance révisée

En révisant la situation socio-économique et politique de la région, le sommet a pris note des élections au Botswana, Mozambique, Ile Maurice,

Namibie et Zimbabwe.

Les observateurs de la SADC furent déployés vers toutes les élections et comme termes de référence ont fait usage des Principes de la SADC et des Lignes Directrices Gouvernant les Elections Démocratiques.

"Ces élections sont le témoignage de la consolidation de la démocratie dans la région," ont déclaré les leaders dans un communiqué.

Le sommet a convenu d'instaurer un Conseil Consultatif Electoral de la SADC dont la responsabilité devrait être de faire des recommandations aux structures de la SADC ainsi qu'aux commissions électorales des états membres.

Les prochaines élections de la République Unie de Tanzanie prévue pour le 30 octobre ont été prises en compte. Le Sommet a également nommé le président de l'Organe de la SADC sur la Politique, la Défense et la Coopération dans le domaine de la Sécurité "pour travailler avec le Gouvernement de la République Démocratique du Congo et autres dépositaires pertinents afin de garantir que les élections soient tenues dans les nouveaux délais convenus."

## Une croissance économique régulière

Sur la situation économique, le sommet a remarqué que la région avait atteint un taux de croissance du PNB de 4,1 pour cent en 2004, comparé à 3,2 pour cent l'année précédente.

Cependant, les dirigeants sont conscients du fait que cette croissance économique est insuffisante pour atteindre les buts fixés dans le contexte des Objectifs de Développement du Millénaire (ODM).

Pour que la plupart des états membres accomplissent les ODM, "il est urgent pour les pays de la SADC d'instituer des politiques et des programmes visant à accélérer le développement social et humain, individuellement et collectivement,"

*suite à la page 5*

## Madagascar adhère à la SADC

# Un énorme potentiel pour contribuer au développement régional

par Chengetai Madziwa

**MADAGASCAR EST** l'adhérant le plus récent, complétant ainsi la carte d'une Afrique Australe Unie.

L'économie à prédominance agricole est supposée contribuer à la production générale agricole de la région ainsi que de développer le marché pour ses produits et ceux d'autres nations de la SADC.

Les principaux produits agricoles de la région comprennent le café, la cassave, les bananes, le maïs, la canne à sucre, la vanille, les pommes de terre et le riz.

L'industrie minière, de raffinerie de pétrole et touristique de Madagascar, autres industries principales du pays à part celle de l'agriculture, présentent également un potentiel substantiel pour l'ouverture du commerce et des opportunités commerciales dans la région.

Exploitée efficacement, l'activité économique entre Madagascar et les autres États membres de la SADC contribueront au commerce intra-régional, qui est supposé, d'ici 2008, accroître le niveau actuel de

25 pour cent, de 35 à 60 pour cent. Les exportations principales de Madagascar sont les clous de girofles, le café, le poisson, la viande, les produits pétroliers, le sucre et la vanille.

L'économie croissante de l'île espère une augmentation de ses réserves minières inexploitées pour accroître les exportations de près de 100\$ millions à 150\$ millions par an dans les dix prochaines années. Le secteur minier fournit actuellement une stabilité d'emploi à environ 100 000 personnes dans les zones rurales ainsi qu'un supplément annuel de 500 000 emplois saisonniers.

Bien que le pays ait fait face à des décennies de déclin du produit national brut, Madagascar a graduellement réformé son économie.

L'économie est supposée accroître de plus de quatre pour cent cette année en conséquence des prédictions d'augmentation dans la production agricole et les investissements dans le secteur touristique et l'infrastructure.

Malgré que le pays ait été confronté à un ralentissement de la croissance en raison de la chute des prix de la vanille sur le marché mondial et l'incertitude des revenus provenant de l'industrie du textile après l'élimination de l'Accord Multi-Fibre (AMF), qui garanti l'export de textile vers les pays développés, l'économie de Madagascar est supposée reprendre lorsqu'elle se remettra de ces chocs.

Selon une évaluation économique faite en juillet, les secteurs minier et touristique de l'industrie devraient, dans les années à venir, générer des emplois.

Une telle tendance dans le développement économique est probable, à long terme, pour améliorer les indicateurs de développement pour le pays, dont la population se monte à plus de 16 millions.

Selon les statistiques nationales de 2002, l'espérance de vie à Madagascar est estimée à 53,6 ans et le taux d'alphabétisation est de



Président Marc Ravalomanana

67 pour cent. La prévalence du VIH et SIDA à presque deux pour cent est l'un des plus bas de la région. Ancien royaume indépendant, Madagascar est devenu une colonie française en 1886, mais a regagné son indépendance en 1960.

Dirigé par le Président Marc Ravalomanana depuis mai 2002, c'est une île au large des côtes de l'Afrique Australe. Les langues officielles sont le français et le malgache. La capitale est Antananarivo.

## Le Sommet du Jubilé d'Argent de la SADC élargit son adhésion, nomme une nouvelle direction

*suite de la page 4*

tel que l'on peut le lire dans une partie du communiqué.

Le sommet a remarqué que le commerce intra-régional augmente régulièrement d'un cinq pour cent dérisoire de la totalité du commerce international en 1980 au 25 pour cent actuel. Il est prévu que le volume de commerce intra-SADC passe à 35 pour cent d'ici 2008, année butoir pour l'instauration de la Zone de Libre Echange.

### Une plus grande action est conseillée

Président Mogae a entrepris d'accélérer les prises de décisions de la SADC en mettant en place

un mécanisme pour contrôler la mise en vigueur de tous les protocoles approuvés jusque là. Il a insisté sur la nécessité de finaliser l'exercice de restructuration, y compris le recrutement du personnel permanent au Secrétariat, ainsi que la construction du nouveau siège.

Mogae a souligné que la SADC doit adopter des politiques qui renforcent la production alimentaire de façon à éviter la famine. Il a exhorté ses collègues à accorder priorité à ses activités et à se concentrer sur ces questions qui renforceraient l'intégration dans une courte période.

## Le plus grand producteur de vanille



**MADAGASCAR EST** le plus gros producteur de vanille au monde en terme de valeur, mais les fermiers souffrent des faibles tarifs des produits de base.

Le prix de la vanille, exportation principale de l'île de l'Océan Indien, est tombé de \$180 par kg en 2004 à juste \$50 par kg en début 2005.

Les fermiers exploitent la vanille en tant que culture de rapport commercial, et cultivent aussi le riz et les légumes pour leurs familles. Si

leur terre est assez vaste, ils plantent du café, de la banane et des haricots.

La vanille fut introduite à Madagascar il y a plus d'une centaine d'années. C'est une des cultures exigeant le labeur le plus intensif au monde, prenant jusqu'à cinq ans lorsque la vigne est plantée jusqu'à l'âge d'extraction. La production implique la famille entière, qui récolte la vanille manuellement lorsqu'elle fleurit après deux ans, puis récolte, traite et sèche les cosses. (IRN)

# L'Afrique lance un programme sur la sécurité alimentaire et la nutrition

L'AFRIQUE A lancé programme sur la sécurité alimentaire et la nutrition pour s'attaquer aux problèmes d'insécurité alimentaire, de famine et de malnutrition du continent.

L'objectif général du programme de nutrition, géré par le Programme Compréhensif pour le Développement Agricole en Afrique (PCDAA) du NEPAD, est "d'améliorer la sécurité alimentaire, et réduire la famine et la malnutrition."

Le programme sera intégré dans les secteurs portant sur la santé, l'éducation, le commerce et la parité

des sexes, et comprend ce qui suit, inclu dans sa structure stratégique générale et son plan de travail:

- Promotion et consommation d'aliments riches en éléments nutritifs;
- Frais de factage d'aliments commercialement traités;
- Production d'aliments fortifiés visant les groupes vulnérables;
- Biofortification de cultures d'aliments identifiés;
- Education en nutrition faisant la promotion de la diversification et la

qualité des diètes ;  
Equiper les ouvriers agricoles supplémentaires de connaissances et compétences en nutrition.

Pour accomplir les objectifs, il faut:

- Des ressources adéquates allouées aux programmes alimentaires et de nutrition;
- Le renforcement de capacité pour aborder les problèmes de nutrition;

Une planification multisectorielle

cohérente et une mise en place des programmes de sécurité alimentaire et de nutrition à divers niveaux;  
une révision et une intégration des politiques et stratégies sur la nutrition et la sécurité alimentaire pour inclure les priorités émergentes.

Ce programme soutient la décision des états membres de UA d'accorder la priorité absolue au développement agricole en allouant 10 pour cent des budgets nationaux à l'agriculture.

## Nouveau Chef Exécutif pour le Secrétariat du NEPAD

ECONOMISTE AGRONOME de renommée internationale, Professeur Firmino Mucavele du Mozambique, a été nommé Chef Exécutif du Secrétariat du NEPAD à compter du mois d'août 2005.

Il succède au Professeur Wiseman Nkuhlu qui continuera à servir en tant que membre au comité d'organisation du NEPAD.

Mucavele, qui a également servi en tant que membre de comité d'organisation du NEPAD, est titulaire d'un doctorat en alimentation et ressources économiques de l'Université de Floride, et fut professeur à l'Université Eduardo Mondlane.

Il est membre de l'Association Internationale des Economistes Agronomes et quelques autres associations professionnelles, et il sert de conseiller spécial au président du Mozambique.

Mucavele a été invité en 2000 par l'ONU à se joindre à une équipe d'experts pour élaborer un programme de développement pour le transfert rapide de technologies vers les pays en voie de développement. Ce fut la base de la troisième conférence de l'ONU sur les sciences et la technologie pour les nations les moins développées.

En février 2001, il fut invité à être membre du Comité d'Organisation des Economistes Africains afin de développer le Programme du Millénaire pour le Recouvrement de l'Afrique (PMA).

Ce programme fut approuvé par les Chefs d'Etats et de Gouvernement Africains à Lusaka en juillet 2001 et devint la Nouvelle Initiative Africaine. Le 23 octobre 2001, à Abuja, Nigéria, elle fut renommée Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD).

Mucavele fut l'un des trois consultants impliqués dans l'évaluation 1995 du secteur de l'unité de coordination de la SADC sur l'Alimentation, l'Agriculture et les Ressources Naturelles (AARN). En sa qualité d'économiste agronome, il fut impliqué dans l'évaluation de programmes dans le secteur agricole et commercial, le financement du développement rural, et la formation dans le domaine de sécurité alimentaire et les programmes de nutrition.

Le nouveau Chef Exécutif sera assisté de deux adjoints, Dr Heshpina Rukato, qui depuis 2002 a été le Conseiller NEPAD sur l'Environnement et le Tourisme, et l'Ambassadeur Stephen Olukorede Willoughby.



## La première phase de la Gouvernance sur connection électronique est le Parlement sur connection électronique

LE NEPAD est en train de promouvoir le développement d'une structure pour la gouvernance sur connection électronique, qui comprend le secteur des services publics, les commissions électorales et le gouvernement local, et intègre également les considérations sur la problématique des sexes, comme il

est coutume dans tous les programmes prioritaires de la SADC.

La première phase se concentrera sur le parlement électroniquement connecté, qui permettra aux parlementaires africains de rechercher et partager des informations pertinentes à leurs rôles législatifs et de surveillance.

## L'initiative des écoles sur connection électronique remporte le Prix Global

L'INITIATIVE DES écoles sur connection électronique, gérée par la commission NEPAD Afrique sur connection, a gagné la récompense 2005 de la Communauté Globale Intelligente "Visionnaire de l'Année".

C'est la première fois que les gouvernements africains, le secteur privé, les fondations, les agences de développement et les organisations de société civile se réunissent pour un projet ITC commun développé et dirigé par les africains, pour l'Afrique explique Henry Chasia, président exécutif adjoint de la Commission e-Africa.

L'Afrique a fait d'importants progrès pour générer une assistance financière et la collaboration du secteur privé, ainsi que son entendement que les communications satellitaires sont cruciales pour obtenir l'accès aux ondes de grandes portées.

L'initiative, âgée de 10 ans, du produit vedette d'écoles sur connection électronique implique l'instauration d'un réseau satellite sur toute l'Afrique qui connectera les écoles à l'internet ainsi qu'à des points situés dans chaque pays à partir desquels le contenu éducationnel sera communiqué aux écoles sur une base continue.

Elle implique également une formation ITC des enseignants et des élèves, le développement du contenu et du programme, l'engagement et la participation de la communauté, et l'instauration de "points sanitaires".

Au début, six écoles de chaque pays participant bénéficieront de la démonstration du projet "écoles sur connection électronique", première phase avant la mise en oeuvre.

Les pays participants de la SADC sont la RDC, le Lesotho, l'Ile Maurice, le Mozambique et l'Afrique du Sud.



## Tomaz Augusto Salomão Le Nouveau Secrétaire Général de la SADC est largement respecté dans la région

LE NOUVEAU Secrétaire Général de la SADC, Tomaz Augusto Salomão, est un ancien ministre des finances et de la planification du Mozambique qui est bien connu et respecté dans la région.

Sa nomination a été annoncé lors du Sommet de la SADC en août, et il a pris son nouveau poste à Gaborone le 1er septembre.

Economiste de profession, Salomão, 51 ans, a fait d'importantes contributions au développement de son pays et de la région, en servant dans des postes supérieurs nationaux pendant 22 ans.

Il fut très récemment Ministre du Transport et de la Communication de 2000 à 2004, et a également assumé des postes internationaux en qualité de président de la commission des ministres de l'Union Africaine responsable du développement des ITC de 2003 à 2004, et en tant que président de la Commission SADC sur le Transport et Communication (SATCC) de 2000 à 2002.

Il a servi en qualité de ministre de la Planification et des Finances de 1994 à 1999, durant la période de reconstruction du Mozambique suite à l'accord de paix.

Durant la même période, il a également servi de gouverneur pour le Mozambique à la Banque Africaine de Développement, au Fond Monétaire International et à la Banque Mondiale.

Sa carrière au gouvernement a débuté comme Secrétaire d'Etat pour la Défense Nationale de 1983 à 1989. A partir de ce poste, il a grimpé l'échelle hiérarchique pour devenir Ministre adjoint de la Planification et des Finances, de 1990 à 1994.

Avant sa nomination à la SADC, Salomão fut député à l'Assemblée Nationale (Membre du Parlement) du Mozambique suite aux élections de décembre dernier.

Dans sa demande pour le poste, Salomão a promis de « poursuivre la



Tomaz Augusto Salomão

mise en place des vecteurs angulaires de notre organisation, notamment le Plan Régional Indicateur pour le Développement Stratégique ( PRIDS), le Plan Indicateur Stratégique pour l'Organe sur la Politique, la Défense et la Coopération dans le domaine de la Sécurité (SIPO) et autres instruments clés, au sein de la structure du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD)."

Durant son mandat en tant que ministre des transports, Salomão a mené avec succès la restructuration des ports et des systèmes ferroviaires, a contribué à la modernisation de l'infrastructure, y compris les ports, et dirigé un programme réussi de réforme dans le domaine des télécommunications, visant à la modernisation et la compétitivité.

D'autres accomplissements comprennent le renforcement de la capacité technique de l'organisme national régulateur pour les télécommunications, l'approbation de nouvelles lois et politiques sur la télécommunication, et l'octroi de licence à un nouvel opérateur de téléphonie mobile, renforçant ainsi l'environnement compétitif ainsi que d'améliorer la qualité de prestation de services.

Salomão a reçu sa formation académique au Mozambique, et est devenu expert comptable en 1972. Il a reçu une License en Economiques en 1976, et en 1990, il a terminé sa Maîtrise en Economiques de l'Université Eduardo Mondlane à Maputo, où il a également enseigné les sciences économiques. Il est candidat au Doctorat de Sciences Economiques à l'Université John Hopkins aux Etats Unis.

Le nouveau Secrétaire Général de la SADC est né le 16 octobre 1954 à Inharrime, province d'Imhambane au Mozambique.

## Président Festus Mogae, Président de la SADC

**PRESIDENT FESTUS** Gontebanye Mogae du Botswana a contribué substantiellement au développement dans son pays et la région. Il est dévoué à la lutte contre la pauvreté et le chômage, et est demeuré loyal à sa promesse de parvenir à un Botswana libéré du SIAA d'ici 2016.

Mogae est devenu le troisième président du Botswana en 1998, ayant servi en tant que vice-président depuis 1992, et ministre des finances et développement de planification depuis 1989.

Mogae était directement impliqué dans le développement régional en tant que président du Conseil des Ministres de la SADC de 1992 à 1996. Il fut secrétaire permanent du président Ketumile Masire, secrétaire du Cabinet et superviseur des élections 1982 à 1989.

Il servit également de Directeur Exécutif pour l'Afrique anglophone au Fond Monétaire International et fut Gouverneur de la Banque du Botswana en 1980-81.



President Festus Gontebanye Mogae

Il a commencé en qualité de responsable de la planification au gouvernement dans les années 1960, en devenant directeur des affaires économiques 1975-76, puis secrétaire privé du président fondateur du Botswana, Seretse Khama.

Né le 21 août 1939 à Serowe, au centre du Botswana, Mogae a terminé son éducation au collège de Moeng et a été formé en tant qu'économiste à l'Université d'Oxford et Sussex au Royaume Uni.

## João Samuel Caholo Secrétaire Général Adjoint promu du sein de la SADC

**GEOLOGISTE** de profession João Caholo, 49, est un ancien ministreadjoint du gouvernement angolais qui a également servi dans le secteur de l'énergie de la SADC à Luanda, et fut directeur exécutif du Conseil d'administration de la SADC sur l'Infrastructure et les Services depuis 2002.

L'expérience professionnelle de Caholo avec la SADC a commencé dans les années 1980 lorsqu'il était le point central pour le secteur minier SADC en Angola, puis responsable pour la commission SADC de l'Angola au ministère des relations extérieures.

Entre 1986 et 1992, il a travaillé pour l'Unité de Coordination du



João Samuel Caholo

Secteur de l'énergie de la SADC où, en outre, il représenta la région dans une étude de la Banque Mondiale sur la distribution de produits pétroliers en Afrique du Sahara inférieur.

Il fut également impliqué dans le développement d'une vision régionale pour la gestion de ressource

d'énergie commune, commerce et entreprise d'investissements de capitaux.

Caholo a servi en qualité de ministre adjoint de la pêche de 1992 à 1999, avant d'être nommé Coordinateur du Secteur de l'Energie de la SADC, un poste qu'il occupa pendant un an. Il fut directeur de la Commission SADC sur l'Energie de 2001 à 2002.

“Les décisions sont ici. Et les priorités sont claires ... Il nous faut prendre en compte les délais de mise en oeuvre et r

SADC Aujourd'hui ... Exclusif

## Interview avec Tomàz Salomão, Secrétaire Général de la SADC

**Q** *Félicitations sur votre nomination. Vous êtes confronté à de nombreuses difficultés, donc la première question est, ayant occupé précédemment des postes supérieurs au Mozambique, quelles expériences apportez vous à l'Afrique Australe?*

**SG** Je pense qu'il n'y a pas besoin de réinventer la roue. Les décisions ont été prises auparavant par le Sommet, le Conseil et la Commission Intégrée des Ministres. Les décisions sont donc là. Et les priorités sont claires. Nous n'avons pas besoin d'établir de nouvelles priorités. Ce que nous avons besoins de faire est d'examiner le délai de mise en oeuvre de ces priorités.

Pour cela, je pense que nous avons besoin de rationaliser nos activités, et de renforcer la capacité au sein du Secrétariat pour contrôler le processus ainsi que nos relations avec les Etats Membres, parce qu'en fin de compte, nos Etats Membres sont responsables de la mise en oeuvre des décisions. Donc, nous devons agir pour améliorer la qualité du dialogue avec chaque Etats Membres et avec d'autres dépositaires, qui aideront à accélérer le rythme de la mise en application des décisions prises par les institutions de la SADC.

Nous devons réaffirmer la confiance au sein des Etats Membres que le Secrétariat est là pour les soutenir, et agir en tant que facilitateur, parce que l'organisation appartient aux Etats Membres. Et à cet égard, la qualité du dialogue est très importante.

Nous avons fait de grand progrès dans le processus de restructuration, et je crois qu'il est temps de réfléchir sur ce que nous avons accompli sans erreur, ce qui est mal, et ce que nous devons corriger. Je vous donnerais un exemple.

Je pense que nous avons besoin de revisiter le problème de réunions des Commissions Sectorielles des Ministres, qui furent progressivement éliminées durant l'exercice de restructuration. Il est important pour les ministres d'organiser leurs réunions sectorielles pour les finances et l'investissement, le commerce et l'industrie, l'agriculture, la parité des sexes, le transport, les télécommunications, l'énergie, l'eau, la santé, et l'éducation, entre autres. Je crois que ces réunions peuvent raviver le problème relatif à l'appropriation.

Les Etats Membres devraient se sentir impliqués dans le processus. Ce que nous avons faits était de fermer les unités sectorielles dans les Etats Membres et de tout transférer à Gaborone. Il n'y a pas de mémoire institutionnelle et il n'existe pas de capacité.

Nous reconnaissons donc le besoin de renforcer la capacité au niveau du Secrétariat et des Commissions Nationales de la SADC qui gèrent désormais le programme régional au niveau national.

**Q** *Avez vous quelques idées?*

**SG** Oui. J'ai quelques idées et je dois en parler à nos Etats Membres. Je prépare un calendrier pour passer un ou deux jours dans chaque Etat Membre entre fin septembre et décembre 2005. Cela me donnera l'opportunité d'écouter leurs inquiétudes, leurs réflexions, et leurs espérances. Cela me permettra de préparer un plan opérationnel sur comment l'organisation devrait progresser en prenant en compte des attentes de tous les Etats Membres.

Il est important de parler aux Etats Membres, puis de compiler les expériences de toutes les Commissions Nationales de la SADC afin de tirer les leçons nécessaires pour renforcer leurs opérations.

Je pense qu'à ce stade c'est la meilleure manière de progresser.

La priorité sera le dialogue. Nous devons toujours agir en améliorant la qualité du dialogue avec les Etats Membres.

La SADC devrait être considérée comme une organisation qui appartient à tous, la société civile, le secteur privé, etc.

**Q** *La perception est que la société civile sait très peu de chose sur sa communauté régionale, et les activités de la SADC. Avez vous l'intention d'en augmenter la visibilité?*

**SG** Un des résultats positifs de l'exercice de restructuration est l'élargissement de la participation des dépositaires dans les affaires de la SADC. Grâce aux Commissions Nationales de la SADC établies dans nos Etats Membres, les dépositaires tels que la société civile et le secteur privé ont une opportunité de contribuer à la formulation des politiques et stratégies régionales ainsi que leur mise en application au niveau national. Les mécanismes sont donc en place et la difficulté est que les dépositaires en fassent usage.

Je saisierais toutes opportunités disponibles pour informer nos dépositaires sur les développements régionaux. Je profiterai des mécanismes déjà en place aux niveaux nationaux et régionaux visant à accroître la sensibilité sur les activités et programmes de la SADC.

**Q** *Ayant travaillé d'une manière ou d'une autre au sein de la SADC, ayant été ministre des finances, puis Ministre des Transports et Communications, à votre avis, où en est la SADC en ce qui concerne l'intégration régionale?*

**SG** L'intégration est un processus à long terme. L'édification d'un marché régional intégré prend de nombreuses années. Lorsque vous vous occupez de développement économique vous ne faites pas de sauts périlleux. C'est impossible. Ce que nous devons faire, c'est être clairs sur nos priorités, nos politiques et nos stratégies.

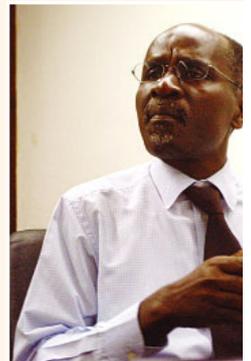
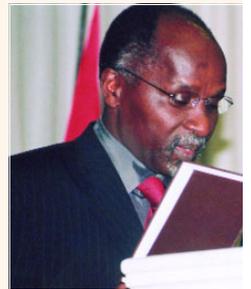
Je pense que nous avons parcouru beaucoup de chemin et accompli beaucoup de choses. Si l'on revient aux Etats de la Lignes de Front, la SADCC en 1980, puis en 1992 nous sommes passés de la SADCC à la SADC.

Depuis lors notre adhésion s'est accrue de 9 à 14 pays, nous avons développé et mis en place un certain nombre de coopérations régionales et programmes d'intégration dans des domaines tels que le Commerce, l'Industrie, les Finances et l'Investissement; l'Infrastructure et les Services; l'Alimentation, l'Agriculture et les Ressources Naturelles; et le Développement Social et Humain.

Nous avons signé 24 protocoles et ratifié deux-tiers des protocoles dans différents domaines. Nous avons établi une relation solide avec des partenaires de développement stratégique aux niveaux bilatéral et multilatéral. La SADC est un joueur régional important dans les arènes continental et internationale.

Comme vous le savez, nous avons été confrontés à des guerres au Mozambique, en Angola, et en RDC, et nous avons eu un processus de démocratisation en Afrique du Sud. Mais désormais nous avons la paix, la stabilité et la sécurité. Et maintenant il est temps je pense, d'aborder nos priorités d'intégration et de développement plus efficacement.

La SADC a une stratégie de développement à long



**TOMAZ AUGUSTO SALOMÃO**, ancien ministre de la Plan Mozambique, qui a servi son pendant 22 ans. Salomão a été Sommet SADC à Gaborone puis qualité de Secrétaire Général de du Botswana, Julius Nganunu. SADC Mozambique ont men

forcer la capacité pour le contrôle du processus ... Nous devons améliorer la qualité de dialogue des Etats Membres ."



terme, le Plan Régional Indicateur pour le Développement Stratégique (PRIDS). Nous devons développer les compétences et capacités pour mettre en oeuvre notre programme régional, approfondir l'intégration régionale, accélérer la croissance économique, éradiquer la pauvreté et parvenir au développement durable.

Nous sommes encore confrontés à des obstacles décourageants dans la région. Environ 60 pour cent de notre population subsiste en dessous du seuil de pauvreté, et notre région est fortement affectée par le VIH et SIDA. Nous avons de sérieux problèmes de précarité alimentaire. Vous ne pouvez pas aborder la question du VIH et SIDA sans prendre en compte l'alimentation. Une des manières d'aborder le VIH et SIDA est la qualité de l'alimentation et la nutrition.

Le VIH et SIDA sont également liés à la capacité humaine. Pourquoi? parce que la SIDA décime le groupe d'âge productif et nous prive des meilleures qualifications que nous possédons. C'est aussi un problème économique. Pourquoi? Parce qu'un problème important sur notre programme est d'attirer l'investissement. D'attirer les investissements signifie production, mais également productivité. Vous ne pouvez avoir de bons niveaux et standards de production ou productivité par l'absentéisme. Aussi cela devient un énorme problème.



*Q Je pense que nous pouvons trouver la réponse à cela dans la déclaration de Maseru là où elle adresse toutes ces dimensions différentes*

**SG** Oui, la Déclaration de Maseru a clairement défini la vision régionale pour combattre le VIH et SIDA. C'est un défi au développement. Création d'emploi signifie investissement. Investissement signifie convergence et harmonisation macro-économique. Investissement signifie commerce, et confiance dans le secteur privé en ce qui concerne la région. Investissement signifie changement de notre base économique; et de la structure d'économies d'agro à industrielles. Parce que l'objectif final est l'amélioration du standard de vie de la population-emplois, nourriture, santé et éducation.

*Q Comme vous l'avez mentionné, la SADC a son plan stratégique sur 15 ans, le PRIDS. Certains l'appelle une déclaration d'intention. Comment proposez vous de le mettre en oeuvre?*

**SG** Je pense que le PRIDS est bon. C'est une stratégie de développement à long-terme réalignant les zones prioritaires et articulant les politiques et stratégies pour mise en application. Mais je pense que nous devons approfondir ces priorités. Parce qu'une liste de priorités ne peut être trop longue, surtout lorsque vous êtes confronté à une pénurie de ressources. Vous avez une liste de priorités que vous devez adresser, mais dans laquelle vous avez des priorités.

Les priorités doivent être informées par les objectifs d'intégration régionale, de croissance économique, d'éradication de la pauvreté et de développement durable de la SADC.

Ce que je dis ici c'est que le PRIDS est là, mais nous devons travailler beaucoup plus à sa mise en

application. Les structures de mise en application pour les plans commerciaux à court terme et à long terme sont déjà en place.

*Q Vous avez mentionné un peu plus tôt le fait que nous avons besoin d'investissement. Comment allez vous vous y prendre pour galvaniser le secteur privé?*

**SG** En effet, le secteur privé est le moteur pour la croissance et le développement. Notre rôle et celui des gouvernements nationaux est de créer un environnement favorable pour l'investissement domestique et étranger. Nous nous efforcerons d'améliorer la qualité du dialogue avec le secteur privé et les autres dépositaires principaux, tels que la société civile et les Partenaires Coopérants Internationaux.

Dans le monde d'aujourd'hui, nous sommes en compétition. Nous sommes en compétition pour ce qui concerne les marchés. Nous sommes en compétition pour ce qui concerne l'Investissement Direct Etranger. Nous sommes en compétition pour ce qui concerne l'assistance. Il nous faut toujours le garder à l'esprit. Donc nous avons besoin de présenter nos références afin de pouvoir dire, 'Regardez, c'est la bonne région, les perspectives y sont très bonnes'. Nous devons renforcer la formule.

*Q Dans ce numéro de SADC Aujourd'hui, nous mettons en lumière le fait que la région progresse vers la libre circulation des populations. Et vous serez à la tête de la SADC lorsque la région deviendra une Zone de Libre Echange en 2008, qui est très bientôt...*

**SG** La libre circulation des populations fait partie de l'intégration régionale mais n'en consiste pas forcément le premier élément. Le mouvement des populations doit être mis dans le contexte, il doit correspondre à des phases d'intégration et au niveau de développement des Etats Membres. Je pense que le niveau de libre circulation des populations dans une Zone de Libre Echange n'est pas la même chose que dans une Union des Douanes ou un Marché Commun. Nous avons donc besoin d'adopter une approche graduelle à cette question importante.

Les gens essaient parfois de comparer la SADC avec l'Union Européenne, vous ne pouvez pas comparer. Ceci est une communauté différente, une région différente, une histoire différente. Il faut prendre en compte le contexte. Il est clair qu'ils sont plus avancés que nous en terme de développement régional. C'est la raison dont nous avons besoin pour accélérer le processus de mise en application de nos décisions; nous devons agir et corriger nos erreurs.

*Q Comment vous voyez vous renforcer les synergies avec les autres organismes et institutions régionaux, tels que le SACU, la Comesa, l'Union Africaine et son NEPAD, etc....?*

**SG** Tout d'abord je pense qu'il nous faut être clair sur la situation, le projet pour la Communauté Économique Africaine. Il y a le Traité d'Abuja à ce propos. L'Union Africaine est notre organisation mère, le NEPAD est la structure de développement. Les Communautés Économiques Régionales (CER) sont les éléments modules-SADC, Comesa et autres.

Nous nous efforcerons d'améliorer la qualité du dialogue avec nos soeurs CER et UA. Nous avons besoin en tant que priorité de renforcer la capacité au sein de la SADC pour comprendre ce qui se passe, décider du type de décisions stratégiques à prendre, et quel type de coopération nous devons avoir avec les autres.

Au sein de la SADC par exemple, nous devons améliorer la qualité du dialogue avec SACU, qui est une branche avancée de la SADC. Elle a, depuis plusieurs années, mis en place un Syndicat des Douanes. Comment pouvons nous utiliser l'existence et l'expérience de SACU pour le bénéfice de la SADC, pour accélérer le Projet du Syndicat des Douanes de la SADC? Ce sera certainement une question sur laquelle je vais me pencher.



51, est un économiste et de Finances du s dans des postes supérieurs issermenté en août lors du in mandat de quatre ans en SADC par le Juge Principal Mhlanga et Bayano Valy de interview pour SADC Today.



## Le forum de prévision météorologique annonce

# "Forte Probabilité" d'une saison de pluie largement normale

LES SCIENTIFIQUES en climatologie de l'Afrique Australe, participant à un forum météorologique de sept jours à Harare, ont prédit une "forte probabilité" de pluies largement normales pour la plupart des pays de la région.

Les scientifiques des états membres de la SADC ont informé qu'ils avaient mené une large variété d'enquêtes qui montraient de fortes chances pour une bonne saison de pluie dans une grande partie de la région. Leurs cartes montrent des pluies de normal à au dessus de la normal pour la majeure partie de la région dans les périodes octobre-décembre 2005 et janvier-mars 2006.

## Cette année, la Tanzanie s'apprête à produire le premier coton organique

LA REPUBLIQUE Unie de Tanzanie s'apprête à devenir le premier pays d'Afrique à produire du coton organique.

Le coton organique est produit sans l'usage d'engrais chimiques ou artificiels. Et le prix est reporté être trois fois plus que celui du coton normal.

Il est prévu que plus de 10 000 fermiers seront bientôt enregistrés pour produire du coton organique à Dodoma, Handeni et Morogoro, et l'on s'attend à ce que plus de zones soient bientôt enregistrées.

La production de coton organique occupe une niche de marché, mais il existe des signes de changements vers le marché de masse, avec les larges compagnies

Les exceptions notables prévues de pluies au dessous de la normale cette année sont le sud de la Tanzanie et de la RDC, l'est de l'Angola, la totalité de Madagascar et la partie nord du Malawi, Mozambique et Zambie. Cependant, des pluies normales sont prévues dans ces régions pendant le premier trimestre de l'année.

Le Directeur des Services Météorologiques du Zimbabwe, Dr Amos Makarau, a expliqué que les enquêtes furent longues, minutieusement menées et détaillées, et que des conditions climatiques importantes indiquent une bonne pluviométrie.

internationales prélevant un intérêt. A l'approche des premières récoltes, au moins trois compagnies multinationales ont placé des commandes.

Le changement de production de coton conventionnel à organique a été incité par les préoccupations environnementales et sanitaires. Selon les scientifiques, la production de coton naturel en vient à être associée aux impacts environnementaux négatifs sévères, y compris la réduction de la fertilité du sol, la salinisation, une perte de la biodiversité, la pollution de l'eau, les changements adverses dans l'équilibre hydraulique, et les problèmes liés aux pesticides y compris la résistance. (*Financial Times*)

## Extraire les secrets de l'huile de palme

LES SCIENTIFIQUES de l'Afrique Australe ont trouvé une huile tropicale qui semble protéger contre les conséquences d'une crise cardiaque et est également une source naturelle de vitamine A.

L'huile de palme rouge a eu des effets positifs sur les rats, les protégeant contre les conséquences des crises cardiaques. C'est la seule huile qui contient

du tocotrienol, un puissant anti-oxidant à forte teneur en vitamine A. Cela est important pour l'Afrique Australe où la déficience en vitamine A est une caractéristique commune parmi les enfants.

Sous sa forme naturelle, 100 grammes d'huile de palme rouge contient 15 fois plus de vitamine A que l'équivalent de carottes et 300 fois plus que dans les tomates. (*Cape Argus*)

Celles-ci incluent "le schéma de température, humidité et pression que nous avons détecté. Les comportements des surfaces marines dans certaines zones des océans globaux sont également liés à leur schéma pluviométrique dans la région de la SADC."

Les experts soulignèrent que les dépositaires devraient comprendre qu'ils parlent de "fortes chances" de bonnes pluies, et la période et la fréquence ou la durée de la saison devraient avoir été déterminées par les experts locaux de chaque pays.

Victor Simango de l'Organisation Mondiale de Météorologie explique qu'il est "important pour tous les pays d'avoir confiance en cette prédiction parce qu'elle est locale

et a été menée par des experts de 14 pays différents."

Cependant, il a averti que c'est un processus et "qu'il pourrait y avoir de légères variations dans les prédictions." Il a insisté que les bénéficiaires devraient être ponctuellement informés des nouveaux développements.

Les experts en climatologie sont supposés produire une perspective historique pour s'aligner sur les prévisions de cette année et aider les dépositaires pour de future planification pendant la saison.

## Nouvelles technologie pour aider les zones retirées à accéder à internet

LES ZONES rurales et retirées de la République Unie de Tanzanie pourraient bientôt avoir accès à une connection internet fiable, grâce à une technologie d'information nouvellement introduite.

La technologie est un développement positif pour nombre de communautés retirées qui sont hors de portée de l'infrastructure de communication, de connection internet fiable, d'accès aux bibliothèques, et d'interaction avec d'autres usagers par courrier électronique.

La nouvelle technologie utilise la communication satellite qui fournit un niveau uniforme de services à toutes les communautés quelques soient leur emplacement.

La technologie inclue un point central, une dorsale de connection internet, des salles de classe complètement indépendantes, des installations informatiques intra-classe, des programmes de formation pour les administrateurs et enseignants, et un portail d'éducation.

Le portail d'éducation fournit un simple point d'interaction avec des informations, des applications, des processus et des personnes dynamiques.

Le lien satellite permettra à toute communauté d'avoir accès à du matériel éducatif de haute qualité provenant de bibliothèques nationales, académiques, médicales et juridiques, quelque soit l'emplacement. (*Financial Times*)

## Ajouter de la valeur aux eaux usées

LES EXPERTS de Namibie ont combiné leur compétences pour former une compagnie qui transformerait les difficultés dans la gestion des eaux et eaux usées, en opportunités.

La corporation, Aqua Utilities, établie il y a quatre ans, croit que le traitement de l'eau offre de grandes opportunités pour la privatisation, pas seulement en Namibie, mais dans les pays voisins également.

L'objectif est de fournir, développer et gérer les installations de traitement des eaux et des eaux usées pour les communautés locales, les conseils régionaux et les industries. Ceci inclut l'opération et le maintien des travaux hydrauliques, des solutions pour le traitement complet des eaux et des études de faisabilité, et le concept d'ingénierie des systèmes de traitement des eaux.

Avec 70 pour cent de l'eau de la Namibie trouvée dans des sources souterraines, sa contamination pourrait signifier un désastre national. La Namibie est aride et considère la gestion de l'eau comme priorité absolue. (*New Era*)



# La SADC intensifie le contrôle des activités de pêches

L'AFRIQUE AUSTRALE fait des progrès important dans le contrôle et la surveillance des activités de pêches marines pour garantir la conformité des lois de pêche le long de la région côtière.

Les pays de la SADC coopèrent pour améliorer la surveillance rentable et efficace des pêcheries marines, et les inspecteurs de trois pays étaient à bord du Sarah Baartman pour un voyage de 9000kms d'une durée d'un mois loin du port de base de la Ville du Cap.

Des patrouilles communes ont été entreprises dans les eaux du Mozambique, de l'Afrique du Sud et de la Tanzanie, et les inspecteurs de pêcheries des trois pays se trouvaient à bord.

Les patrouilles communes sont opérées sous le programme maritime SADC de contrôle et surveillance partiellement financé par l'Union Européenne. Equipages et inspecteurs sont entraînés dans les procédures d'embarquement et les inspections en mer.

Ensembles avec une surveillance par antenne, les inspecteurs patrouillèrent les eaux de la côte est de l'Afrique Australe alors qu'un vaisseau de surveillance namibien se trouvait en mer au large de l'Angola et des

eaux namibiennes, avec à son bord des inspecteurs de l'Angola, Namibie et Afrique du Sud.

Des patrouilles ont également été menées sur le côté ouest par le vaisseau namibien Nathaniel Maxuilili qui est retourné à Walvis Bay après trois semaines de patrouille, à laquelle l'Angola a participé avec deux vaisseaux de patrouille, Temerário et Preservado.

C'était la deuxième patrouille commune de pêcheries entreprise par la Namibie sur une période de deux mois. En juin, des vaisseaux sud africains et namibiens ont également mené des patrouilles

communes le long de la côte ouest. Plus de 60 vaisseaux de pêches ont été appréhendés et inspectés en mer durant juin et juillet, d'où un certain nombre d'amendes et prosécutions.

Ce fut l'opération de surveillance civile la plus comprehensive jamais entreprise en mer autour de ces côtes, et les résultats ont démontré que les activités de surveillance sont critiques pour garantir que les vaisseaux de pêche se conforment aux lois.

Les activités de contrôle sont en accord avec le Protocole de la

SADC sur les Pêcheries dont les priorités comprennent la gestion de ressources partagées, la mise en vigueur de la loi, les accords d'accessibilité, la pêche en haute mer, la pêche artisanale, l'aquaculture, la protection de l'environnement, le développement des ressources humaines, le commerce et l'investissement, et l'échange d'information.

L'exercice a été mené dans l'objectif de tester les systèmes de commande et contrôle dans les pays impliqués, et d'aborder toutes les faiblesses pour améliorer les standards de surveillance des pêcheries à travers la région.

Les états de la SADC sont également en cours d'ajouter un autre bloc de bâtiment au système sur satellite pour le contrôle de vaisseau (VMS) opéré par l'Afrique du Sud.

Le VMS traquera des vaisseaux de pêche sud africain et sera également utilisé par d'autres pays de la SADC. D'ici fin 2005, il est prévu que des informations VMS soient échangées à l'heure locale pour permettre aux états membres de voir sur leurs écrans VMS les vaisseaux qui pénètrent leurs eaux.

Selon les statistiques de 2002 le commerce du poisson a rapporté environ 3 \$ milliards à la région.



Le Sarah Baartman est le vaisseau amiral de la nouvelle patrouille de quatre vaisseaux d'Afrique du Sud pour le contrôle des pêcheries et la protection environnementale. Lancé en janvier de cette année, le vaisseau est nommé en mémoire d'une esclave d'origine Khoisan du 18ième siècle qui fut exhibée en Europe en tant que "curiosité scientifique", baptisée la Vénus Hottentot. Sa dépouille vient d'être récemment rapatriée et a été enterrée avec dignité au Cap oriental durant La Journée de la Femme en Afrique du Sud, le 9 août 2002.

## Le sommet "du poisson pour tous" adopte La Déclaration d'Abuja sur les pêcheries et l'aquaculture durables

LES GOUVERNEMENTS africains ont adopté la Déclaration d'Abuja sur les pêcheries et l'aquaculture durables en Afrique.

Les ministres de la pêche du Cameroun, Egypte, Ghana, Côte d'Ivoire, Kenya, Malawi, Mozambique, Nigéria, Afrique du Sud et La Gambie, rassemblés lors du Sommet "du Poisson pour tous" tenu au secrétariat de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (ECOWAS) à Abuja, Nigéria a entériné un Plan d'action basé sur une stratégie à cinq points.

La stratégie se concentre sur l'assistance aux pêcheries de capture, au développement de l'aquaculture, à l'amélioration des chaînes de poissonnerie, à l'augmentation des bénéfices du commerce de poisson, et à soutenir les décideurs à l'aide d'informations.

Le président nigérian, Chef Olusegun Obasanjo, qui a clôturé le sommet de quatre jours, a déclaré, "Si la consommation de poisson par habitant est maintenue à son niveau actuel, bien que scandaleusement bas et inacceptable, alors la production de poisson devra être augmentée de 250 pour cent d'ici 2015"

Le Directeur Général du Centre Mondial du Poisson, Dr Stephen Hall, a remarqué que, "Un investissement de 30\$ millions dans le

Programme Mondial du Poisson pour une Aquaculture Africaine Durable-récemment lancé par NEPAD pourrait accroître la production d'aquaculture de l'Afrique de 10 pour cent annuellement à environ 3 millions de tonnes dans les 15 prochaines années, d'une valeur d'environ 1-2 \$US milliard.

"Cela pourrait créer des emplois pour jusqu'à 5 millions de personnes d'ici l'an 2020, et garantir l'alimentation de millions supplémentaires. Il pourrait également générer des exports d'une valeur de 50 - 100 \$ millions annuellement d'ici 2020. N'est ce pas un bon profit sur l'investissement?"

Le Sommet "Du poisson pour tous" fut organisé par le secrétariat du NEPAD et le Centre Mondial du Poisson, une organisation internationale de recherche scientifique dont la mission est de réduire la pauvreté et la famine en améliorant les pêcheries et l'aquaculture.

La déclaration d'Abuja englobent les principes de la vision du NEPAD pour le développement de l'Afrique, ses objectifs pour éradiquer la pauvreté, attente de la sécurité alimentaire et la mise en place des fondations d'un développement durable dans la région.

# Les services publics pour l'énergie signent l'accord des partenaires WESTCOR

UN ACCORD des dépositaires a été signé par les services publics pour l'énergie de cinq pays de la SADC visant à opérationnaliser le projet du Corridor d'Énergie Ouest et la gestion des accords.

L'accord signé le 7 septembre est un jalon dans la création d'une entreprise commune, Western Power Corridor (WESTCOR).

L'établissement d'une entreprise commune succède à la signature d'un Protocole d'Accord Inter-gouvernemental et d'un Protocole d'Accord d'Usage Commun en octobre 2004.

WESTCOR est un projet régional conçu grâce à l'initiative combinée du secrétariat de la SADC et des services publics d'énergie de l'Angola, Botswana, RDC, Namibie et Afrique du Sud.

Le projet a pour but d'exploiter l'énergie hydroélectrique environnementalement favorable, renouvelable du site des rapides d'Inga en RDC et ajoutera environ 3500 megawatts d'énergie dans la région de la SADC.

Le projet développera également l'infrastructure des télécommunications et transmissions associées dans la

partie occidentale de la SADC pour un montant d'environ 7\$US milliards. Les fonds seront réunis par le biais du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) et les partenaires coopérants internationaux.

Le projet WESTCOR est supposé créer des emplois et des

opportunités pour les peuples de l'Afrique Australe. Il y aura un bureau pour le projet à Gaborone.

L'accord des dépositaires survient à point lorsque le Pool d'Énergie de l'Afrique Australe augmente les efforts pour éviter les prévisions de diminution de la capacité de génération dans la région d'ici 2007.

## Autoroute du Trans-Kalahari, lien stratégique pour le commerce inter-régional

par Lekopanye Mooketsi

L'AUTOROUTE du Trans-Kalahari a émergé comme l'un des développements d'infrastructures les plus réussis dans la région de la SADC devenant un point central d'activités commerciales à travers quatre pays, Botswana, Mozambique, Namibie et Afrique du Sud.

Les 595 kms de route qui relie les capitales du Botswana et Namibie donne accès aux districts occidentaux retirés du Botswana et sert de lien côtier stratégique de Maputo sur l'Océan Indien à Walvis Bay sur la côte atlantique de la Namibie, formant le corridor économique Maputo-Walvis.

Les Présidents du Botswana et de la Namibie ont exhorté les secteurs privés des deux pays d'utiliser pleinement cette infrastructure commandée sept ans plus tôt.

Président Hifikepunye Pohamba de la Namibie décrit l'autoroute du Trans-Kalahari en que que convoyeur pour le commerce. "Nous le regardons avec fierté parce que nous avons réussi." Il explique, "l'autoroute possède un

potentiel énorme ... en tant que lien entre la région de la SADC et ses marchés outre-mer par le port de Walvis Bay,"

L'autoroute fournit un corridor régional de transport, dont le but est de réduire l'espace de temps pour le mouvement des importations et exportations provenant des pays voisins vers les marchés européens et américains d'au moins cinq jours comparé aux autres routes traditionnelles en Afrique Australe.

L'artère routière fait également partie d'un lien stratégique à laquelle d'autres routes peuvent être construites pour desservir les communautés, et elle joue également un rôle international puisqu'elle offre des voies plus rapides vers la RDC et la Namibie.

Depuis juillet l'année dernière, l'autoroute fonctionne à environ 50-60 pour cent de sa capacité ; en plus des 15-20 pourcent de 2002.

L'augmentation du volume de trafic suite à l'introduction d'un seul document de douanes et des obligations pour le Botswana, la Namibie et l'Afrique du Sud, et un traitement préférentiel aux postes frontière pour enregistrer les compagnies de camionnage.

## Evaluation économique positive pour la SADC

LES ENTREPRENEURS de l'Afrique Australe sont optimistes sur l'économie et pensent que le marché est stable, selon la récente Enquête Régionale de la SADC sur le Climat d'Entreprise.

L'enquête montre que l'évaluation positive générale de la performance d'entreprise est valable dans toute la région et tous les secteurs sont supposés améliorer leur performance en une année selon l'Association des Chambres de Commerce et de l'Industrie de la SADC (ACCIS).

Le Service Consultatif pour l'Entreprise Privé, en coopération avec ACCIS, a lancé un Index Régional de Confiance en Entreprise (IRCE) basé sur les résultats de l'enquête pour 2004 et 2005.

L'index sera l'objet d'une mise à jour annuelle basée sur les statistiques de performance, les perspectives d'emploi et d'investissement et l'investissement et commerce intra-SADC.

Plus de 500 compagnies sélectionnées, surtout du secteur de l'industrie, avec plus de 20 pour cent provenant des secteurs primaires et de services, ont répondu à l'enquête de cette année qui couvre la période se terminant en mars 2006.

Les entreprises, selon l'enquête, prévoient que l'emploi demeurera plutôt inchangé dans les 12 prochains mois ou en hausse marginalement, tandis que les investisseurs et les entrepreneurs croient au développement domestique de leurs entreprises dans leurs pays. (*Business Africa*)

Cependant, les camionneurs sont inquiets du fait que la limite du poids de l'essieu au Botswana soit inférieure d'une tonne comparé à celle de la Namibie et de l'Afrique du Sud. "Si nous transportons plus de cargo, nous ne pouvons pas traverser le Botswana," dit-il.

Les responsables des douanes à la frontière du Botswana expliquent que l'autoroute est surtout utilisé par les fermiers pour

transporter du bétail de la Namibie vers l'Afrique du Sud.

L'autoroute est devenu très important pour l'élevage du bétail, et permet aux éleveurs dans l'ouest du Botswana de transporter leur bétail vers l'abattoir de Lobatse, à une distance de 600 kms.

L'autoroute a eu un impact sur le tourisme, puisque c'est la route la plus courte entre l'Afrique du Sud et la Namibie, rendant ainsi la faune et les autres attractions plus

### DEVICES

Pays	Devises	(US\$1)						
Angola	Kwanza (100 lweie)	88,98	Botswana	Pula (100 thebe)	5,45	RDC	Franc Congolais	485,00
Lesotho	Maloti (100 lisente)	6,50	Madagascar	Franc Malgache	9 150,00	Malawi	Kwacha (100 tambala)	122,50
Ile Maurice	Roupie (100 cents)	29,65	Mozambique	Metical (100 centavos)	24 500,00	Namibie	Dollar (100 cents)	6,50
Afrique du Sud	Rand (100 cents)	6,50	Swaziland	Lilangeni (100 cents)	6,50	Tanzanie	Shilling (100 cents)	1 130,00
Zambie	Kwacha (100 ngwee)	4 250,50	Zimbabwe	Dollar (100 cents)	24 108, 80			

Aug 2005

accessibles.



## “Intégrer la culture africaine dans la connaissance globale”

# Le premier ministre de la SADC fait appel à la SADC pour instaurer un Centre de Culture Africaine

LE PREMIER ministre de la Namibie, Nahas Angula, a proposé l'établissement d'un centre d'étude régionale de la Culture Africaine et des systèmes de connaissance traditionnelle.

“La mobilisation des biens culturels en tant que ressources pour la transformation sociale et économique est un obstacle

décourageant, qui doit être abordé si l'Afrique veut se sortir du sous-développement.” déclare Angula.

“Je crois qu'il est important pour la SADC d'établir un centre pour l'étude de la culture et des systèmes de connaissance traditionnelle de manière à les intégrer dans un organe de connaissance globale.

Prononçant son discours programme lors d'une journée de réunion des ministres à Windhoek, Angula a ajouté que l'intégration d'un Centre de Culture Africaine en connaissance globale pourrait avoir des effets d'une portée considérable sur le continent

Il explique que l'indigence de l'Afrique et le sous-développement

pourraient être partiellement expliqués par son échec à mobiliser des biens comme moyens de transformation sociale.

“Nous célébrons nos cultures en tant qu'expressions symboliques, la préservons en tant qu'objets fabriqués et la protégeons en tant qu'héritage... Mais, nous devrions aller au delà de la célébration. Nous ne devrions pas considérer nos biens culturels comme des fossils et nous devons arrêter de confondre la culture et la pauvreté.

Angula dit que les africains doivent comprendre totalement pour pouvoir dynamiser la culture afin qu'elle relève les défis posés par la globalisation. “Nous devons cultiver une compréhension approfondie de nos biens culturels.”

“La cohésion sociale et le développement durable sont mieux promus par le déchaînement de forces culturelles positives, qui sont créatrices et favorables au développement. Dans ce contexte, la culture devrait promouvoir l'inclusion et le partage ... C'est ce en quoi consiste la gestion de diversité en tant que force créatrice.”

Les ministres de l'Angola, l'Ile Maurice, la Namibie, l'Afrique du Sud, la Zambie et le Zimbabwe ont participé au colloque.

## Quatre journalistes raflent les Prix Media de la SADC

par Lekopanye Mooketsi

LES VAINQUEURS du Prix Media 2005 de la SADC ont reçu leur récompense au sommet SADC du mois d'août.

Les prix étaient présentés en quatre catégories; télévision, photo journalisme, impression et radio. Les gagnants viennent du Botswana, Ile Maurice, Afrique du Sud et Tanzanie.

Tirelo Kganela du Botswana a gagné le prix dans la catégorie télévision pour son documentaire June 16 (16 juin).

Le documentaire était basé sur les démonstrations de 1976 contre l'apartheid par la jeunesse sud africaine. La démonstration a eu pour résultat des jeunes criblés de balles, détenus ou forcés en exil. Les membres du jury ont décrit le documentaire de Kganela de saisissant et émotionnel.”

Le gagnant de la section photojournalisme était Ally Soobye du Mautirician et Weekend de l'Ile Maurice. Sa photographie gagnante représentait le moment historique lorsque les leaders de la SADC écoutèrent l'hymne de la SADC pour la première fois.

La commission régionale de jugement fut impressionnée par la bonne qualité des entrées dans la catégorie radio, qui fut décrite comme innovante, bien recherchée et interactive. Le vainqueur fut Shelly Knipe de



Vainqueurs Prix Media de la SADC (à partir de la gauche) Ally Soobye, Tirelo Kganela, Shelly Knipe et Perege Gumbo

l'Afrique du Sud d'une station radio communautaire, ABC Ulwazi

L'entrée gagnante portait sur la xénophobie et fut louée pour l'inclusion d'un témoignage personnel et l'opinion d'expert.

Perege Gumbo du journal tanzanien, *The Guardian*, a remporté le prix dans la catégorie impression. Son article souligne l'importance d'approvisionnement en électricité fiable dans les efforts portant sur l'éradication de la pauvreté dans la région.

Le but des Prix est d'encourager les média à jouer un rôle directeur dans la dissémination de l'information sur la SADC et de reconnaître le rôle des journalistes dans la promotion de l'intégration régionale.

Dans l'intervalle, la compétition Prix Media 2006 de la SADC a été lancée et portera

sur le VIH et SIDA afin d'encourager la dissémination de l'information sur la pandémie pour provoquer la sensibilisation publique.

## Compétition de rédaction des écoles régionales

LES VAINQUEURS de la Compétition 2005 de Rédaction des Ecoles Secondaires Régionales ont reçu leur récompense pendant le récent sommet SADC à Gaborone.

“Le sujet pour la compétition 2005 était, “Dans les 25 années depuis sa formation, quels sont les accomplissements de la SADC et qu'aimeriez vous qu'elle fasse pour unifier les économies et les peuples de l'Afrique Australe?”

Le premier prix a été accordé à Sunjanabye Balloo de l'Ile Maurice,



Vainqueurs de la Compétition de Rédaction des Ecoles (de la gauche) Thato Senabye, Reuben Mhanuka et Sunjanabye Balloo

le second prix revient à Reuben Mhanuka de la Tanzanie, et le troisième prix fut décerné à Thato Senabye du Botswana.



## Au delà des Inégalités – Les Femmes en Afrique Australe

*AU DELA DES INEGALITES* est une série de publication brochant le statut des femmes et des hommes en Afrique Australe et les efforts faits pour intégrer la parité des sexes à tous les niveaux.

La première série de profils, sur 12 pays de la SADC, a été publiée entre 1998 et 2000. La nouvelle série, *Au delà des inégalités 2005* est une mise à jour, dans le contexte de changements dynamiques, de nouveaux obstacles, revers et opportunités.

L'analyse est située au sein de quelques structures importantes: La Déclaration de Beijing et la Plateforme pour Action (DBPFA), et la Déclaration 1997 de la SADC sur la Parité de Sexes et le Développement, y compris l'Addendum 1998 sur la Prévention et l'Eradication de la Violence contre les Femmes et les Enfants.

La région a subi des changements socio-économiques et politiques rapides, et le focus est de plus en plus dirigé vers des efforts accélérés sur l'émancipation économique. Ainsi, le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD), et les Objectifs de Développement du Millénaire (ODM) en particulier, identifient de nouveaux repères et buts. La plupart des états membres de la SADC ont désormais mis en place des politiques habilitantes.

Tous les pays ont identifiés des zones critiques de préoccupation à partir de la DBPFA, et il est important qu'une majorité ait identifié des problèmes sur la santé des femmes (intégrant plus tard le VIH et SIDA), l'habilitation économique, et l'éducation dans des domaines clés pour des actions données.

Dans l'arène politique, il y existe une tendance lente à l'augmentation du nombre de femmes occupant des positions de pouvoir dans la SADC, où la représentation dans les législatives a atteint une moyenne de 17 pour cent à presque 20 pour cent durant ces cinq dernières années et continue d'augmenter vers l'objectif SADC de 30 pour cent (aujourd'hui 50 pour cent). Ceci a été dépassé dans certains pays, notamment l'Afrique du Sud où 43 pour cent du Cabinet est composé de femmes.

Tous les pays de la SADC ont ratifié la Convention sur l'Élimination de Toutes Formes de Discriminations Contre les Femmes (CEDAW), et tous ont adopté, mais peu ont ratifié, le Protocole de la Charte Africaine sur les Droits de l'Homme et des Populations sur les Droits des Femmes en Afrique.

Quatre ouvrages sur la série ont été publiés (Botswana, Malawi, Namibie et Zambie) avec d'autres produit par intervalles.

Les ouvrages sont disponibles à WIDSAA/SADC et chez les partenaires nationaux.  
Email: widsaa@sardc.net, sardc@maputo.sardc.net,  
Site web: www.sardc.net

## L'Accord Global sur le Commerce (GAT) dans les Services de l'OMC et l'Égalité Sanitaire en Afrique Australe

CE DOCUMENT examine l'Accord Général sur le Commerce dans les Services (GATS) de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et les Droits sur le Commerce de la Propriété Intellectuelle et montre comment, à travers le GATS, les options de politiques nationales qui soutiennent l'équité dans le domaine de la santé sont menacées. Ceci présente un obstacle sérieux à la capacité des gouvernements des pays en voie de développement à fournir des services sanitaires adéquats.

Le document discute le fait que le GATS place les besoins sociaux pour la santé dans un contexte commercial, alors que la santé est un droit fondamental qui ne peut être déterminé par le profit.

Le fait que la balance des concessions favorise l'exportation de services des pays développés vers les pays en voie de

développement augmente le besoin d'échange en devise pour payer les services et réduire l'autorité locale de réglementation.

Le document met en avant les risques d'équité sanitaire des pays en voie de développement s'engageant sous le GATS et propose des Alliances Africaines pour renforcer les positions de négociations.

Le document recommande un besoin d'espace pour la SADC et autres communautés économiques régionales dans la structure existante de commerce bilatéral pour fournir accès aux soins de santé pour les citoyens, et présenter certaines options politiques pour considération en Afrique Australe.

Contact Seatini/Equinet, Adel: admn@equi-netafrica.org Site web: www.equinet africa.org

## PUBLICATIONS

### 2005 Official SADC Trade, Industry and Investment Review

Gaborone, Botswana, Southern African Marketing Company, 2005  
300pp.

Ceci est un numéro spécial marquant le 25<sup>ème</sup> anniversaire de la SADC. Il met en avant les opportunités commerciales dans la région, et contient des sections sur le profil commun de la SADC; les rapports du conseil d'administration; les projets, les profils nationaux; les opportunités commerciales, industrielles et d'investissement; les contacts commerciaux importants et le calendrier des expositions.

Disponible à la Compagnie de Marketing d'Afrique Australe (Pty) Ltd. PO Box 201112, Gaborone Botswana.

Tél (267) 397 4316, Fax (267) 397 4316/393 6431  
Adel samarketing@mega.bw  
Site web www.sadcreview.com

### Republic of Botswana: 25th SADC Summit Brochure

Gaborone, Botswana, SADC Secretariat, 2005  
180pp

La brochure est un numéro spécial pour le sommet du jubilé d'argent de la SADC tenu au Botswana du 17 au 18 août 2005. Elle offre des informations sur l'histoire de la SADC ainsi qu'un profil sur le pays d'accueil. La brochure contient des profils sur les nouveaux présidents de la SADC ainsi que des messages de divers Chefs d'Etats.

Disponible au Secrétariat de la SADC, P. Bag 0095, Gaborone, Botswana  
Adel: registry@sadc.int  
Site web: www.sadc.int

### SADC Annual Report 2003/04

Gaborone, SADC Secretariat, 2004  
67pp

Le rapport offre un aperçu des développements économiques, sociaux et politiques dans la région. Il offre également un compte rendu de la mise en oeuvre du Plan Régional Indicateur de Développement Stratégique (PRIDS), tous deux au niveau du secrétariat et des commissions nationales de la SADC dans les Etats Membres. D'autres domaines couverts sont des comptes rendus sur les zones prioritaires de la coopération et intégration régionale. La partie finale du rapport examine les perspectives de développement et les difficultés pour 2004/5. Disponible au Secrétariat de la SADC

### The Politics of the MDGs and the Rainbow Nation (South Africa)

Harare, Zimbabwe, AFRODAD, 2005  
21pp.

La situation socio-économique et politique dans laquelle se trouve l'Afrique du Sud aujourd'hui a été modelée récemment par la politique de l'apartheid et les réformes politiques. Par conséquent, la caractéristique centrale de l'Afrique du Sud était un dualisme perversif caractérisé par des disparités dans l'accès et droits aux ressources. Ces inégalités limitent les opportunités pour la majorité de la population, et donc les accomplissements des ODM dépendent de la capacité du gouvernement à aborder cela.

Disponible au Forum Africain et Réseau sur la Dette et le Développement (AFRODAD) P.O Box CY517, Causeway, Harare, Zimbabwe  
Adel: afrodad@afrodad.co.zw, site web: www.afrodad.org



LA COMMUNAUTÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT  
DE L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI  
SADC Aujourd'hui, Vol 8 No 4 Octobre 2005



SADC AUJOURD'HUI est produit en qualité de sources de référence des activités et opportunités dans la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe et en tant que guide pour les décideurs à tous les niveaux du développement national et régional. Les articles peuvent être reproduits en toute liberté par les médias et autres institutions accrédités par SADC AUJOURD'HUI

**REDACTEUR**

Munetsi Madakufamba

**COMITE DE REDACTION**

Chengetai Madziwa, Bayano Vally, Eunice Kadiki, Mukundi Mutasa,  
Chenai Mufanawejingo, Chipo Muvezwa, Alfred Gumbwa, Maidei Musimwa,  
Pamela Mhlanga, Phyllis Johnson

**CONSEILLER A LA REDACTION**

Petronilla Ndebele

Responsable par interim de l'Information à la SADC

**TRADUCTION**

Marie-Laure Edom

SADC AUJOURD'HUI est publié six fois par an par le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC) pour le compte du Secrétariat de la SADC à Gaborone, Botswana, en tant que source de connaissance fiable sur la Communauté de Développement de l'Afrique Australe. Le contenu prend en compte les Objectifs de Développement du Millénaire (ODM) et le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) en tant qu'élément intégral au développement de la région.

© SADC, SARDC, 2005

Les contributions de particuliers et d'organisations au sein de la région de la SADC, sous forme d'articles, photographies, feuilles d'informations et commentaires sont les bienvenues, ainsi que les articles pertinents originaires de l'extérieur de la région. Un tarif standard est payé pour les articles, photos et illustrations utilisées dans la publication. Les rédacteurs se réservent le droit de sélectionner ou rejeter les informations et d'éditer en fonction de l'espace disponible. Son contenu ne reflète pas nécessairement les positions et opinions officielles du Secrétariat de la SADC ou du SARDC.

**Abonnez vous aujourd'hui**

SADC AUJOURD'HUI est disponible moyennant un tarif d'abonnement annuel. Pour six numéros par an, le tarif est de US\$75 en dehors du continent africain, US\$55 pour le reste de l'Afrique et US\$45 pour la région de la SADC. Votre abonnement vous permettra de recevoir le bulletin par avion ou courrier électronique. Pour plus de détails sur les abonnements, veuillez contacter le Rédacteur.

SADC AUJOURD'HUI est publié en anglais et portugais et est également disponible en version électronique en anglais, portugais et français à [www.sadc.int](http://www.sadc.int) et [www.sardc.net](http://www.sardc.net)

**CONCEPT & MISE EN PAGE**

Tonely Ngwenya  
Arnoldina Chironda

**PHOTOS & ILLUSTRATIONS**

p1,2 R Chawatama, SARDC; p3, P Johnson; p4 SARDC; p5 (en haut);  
p7 (en haut à gauche, en bas),  
p8-9 (deuxième en haut); p9, p13, Edward Phale; p5 (en bas), IRIN;  
p6, Illustrative Options; p8-9 (en haut, deuxième en bas, en bas), Ferhat Momedé;  
p11, Rajesh Jantilal/[africanpictures.net](http://africanpictures.net); p16, *The Herald*

**EMISSION & IMPRESSION**

DS Print Media, Johannesburg

Les correspondances doivent être adressées à:

Le Rédacteur, SADC TODAY  
SARDC, 15 Downie Avenue, Belgravia, Harare, Zimbabwe  
Tél : 263 4 791141 Fax : 263 4 791271  
[sadctoday@sardcnet](mailto:sadctoday@sardcnet)  
ou  
SADC HOJE  
SARDC, Rua D. Afonso Henriques, 141, MAPUTO, Moçambique  
Tél : 250 1 400831 Fax : 258 1 491178  
[sardc@maputo.sardc.net](mailto:sardc@maputo.sardc.net)  
Information 21 Sites web  
[www.sadc.int](http://www.sadc.int) [www.sardc.net](http://www.sardc.net) [www.ips.org](http://www.ips.org) [www.saba.co.za](http://www.saba.co.za)

SADC AUJOURD'HUI est financé par le gouvernement Belge sous l'égide du projet SADC Information 21, dont le but est de renforcer l'intégration régionale par le biais du partage d'informations et de connaissance, sur la base des affinités historiques, sociales et culturelles de longue date et des liens parmi les populations de la région, et de contribuer à l'avancement du programme de la SADC dans le 21 siècle.

CALENDRIER DES EVENEMENTS 2005

Octobre 17-21 Afrique du Sud	<b>Les succès de l'agriculture pour l'avenir de l'Afrique: Un dialogue du NEPAD avec les parlementaires</b> Organisé par le parlement Africain et le NEPAD, ce forum est conçu pour que les parlementaires en Afrique partagent leurs succès agricoles.
14 Toute la SADC	<b>Journée des Créateurs et artistes de la SADC</b> Chaque état membre organisera des activités pour commémorer le rôle important que les créateurs de pièce intellectuelle jouent dans le développement et la promotion de l'héritage culturel de la SADC et le programme d'intégration régionale.
30 Tanzanie	<b>Elections Législatives et Présidentielles</b> Les tanzaniens vont voter pour le nouveau parlement et un nouveau président pour succéder au président sortant, Benjamin Mkapa, qui démissionne après deux mandats présidentiels.
Novembre 16-18 Tunisie	<b>Sommet Mondial sur la Société d'Information</b> La seconde phase du WSIS cherche à mettre en motion le plan d'action adopté à Genève en 2003. Des groupes de travail ont été formés afin de trouver une solution et parvenir à des accords dans les domaines de la gouvernance Internet et les mécanismes financiers.
25-10 Global	<b>16 Journées d'Activisme contre la Violence Basée sur le Sexe</b> "Pour le Bien-Etre des Femmes, pour le Bien-Etre du Monde: Non à la Violence" est le thème de cette commémoration annuelle, une continuation de 2004, qui met l'emphase sur les connections entre les droits humanitaires des femmes, la violence contre les femmes et la santé des femmes.
28-29 Afrique du Sud	<b>Les Politiques en Mutation et la Question Foncière en Afrique</b> Le thème est « Politiques Domestiques, Gestion de Crise et Normes Régionales ». Sponsorisé par l'Institut Français en Afrique du Sud, l'objectif de la conférence est d'avoir un aperçu sur la nature de la formulation de politique relative à la question foncière au niveau national et à un niveau africain plus vaste.
28-30 Botswana	<b>Sous-Commission des Finances - SADC</b> La réunion portera sur la mise à exécution des décisions du Conseil, le budget 2006-2007 et le statut des paiements d'adhésion. La mise en oeuvre de la nouvelle structure organisationnelle de la SADC figure également sur l'ordre du jour.
Décembre Première semaine Inde	<b>Forum SADC/Inde</b> Le forum inaugural sera tenu sur la base d'une convention entre la SADC et le gouvernement de l'Inde signé en octobre 1997. La convention facilite une structure pour la promotion de la coopération technique sur les domaines prioritaires économique identifiés pour le développement régional.
5-9 Nigéria	<b>14ième Conférence Internationale sur le VIH/ SIDA et les MST en Afrique</b> Organisée par la Société pour le SIDA en Afrique, sous le thème "VIH et SIDA et la Famille", la conférence rassemblera des scientifiques africains, des leaders politiques et sociaux, pour partager leurs expériences sur la gestion du VIH et SIDA, et des infections sexuellement transmissibles.
13-18 Chine	<b>Conférence Ministérielle de l'organisation Mondiale du Commerce (OMC)</b> La Conférence Ministérielle est l'autorité supérieure de l'OMC et prend des décisions sur toutes les affaires sous l'égide des accords commerciaux multilatéraux. Cette année, la conférence se réunira pour la sixième fois depuis 1995.

## Mkapa invoque l'esprit de la lutte pour la libération pour se débarrasser de la pauvreté

DURANT la lutte de libération en Afrique Australe, je n'ai jamais pensé que l'apartheid pourrait faire partie de l'histoire de mon existence.

"Mais lorsque l'OUA de l'époque, les Etats de la Ligne de Front et le G7 d'alors ont formé un front uni avec la population en difficulté de l'Afrique du Sud, l'apartheid a été balayé.

"L'esprit des Etats de la Ligne de Front devrait nous revigorer pour agir et devrait voir la SADC émerger en tant que groupement économique régional africain le plus significatif, le plus puissant et le plus réussi de notre époque... Aucune autre région ne possède la provenance et le pedigree que nous avons à la SADC.

"Confrontés à la tâche formidable de décolonisation en Afrique Australe, et la tâche apparemment impossible de démanteler l'apartheid, nous avions la volonté politique, l'énergie, la résilience et l'enthousiasme de persévérer jusqu'au triomphe"

Président Benjamin William Mkapa, République Unie de la Tanzanie, août 2005

## La SADC projette de documenter l'histoire de la lutte pour la libération

UN PROJET de documentation de l'histoire de la lutte de libération en Afrique Australe a commencé dans sept pays.

Le récent sommet des dirigeants de la SADC au Botswana, marquant le Jubilé d'Argent de la communauté régionale, a remarqué que « le projet Hashim Mbita » en a commencé la mise en oeuvre et réaffirmé leur engagement au projet.

A ce jour, les pays participants sont l'Angola, le Mozambique, la Namibie, l'Afrique du Sud, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe.

Hashim Mbita fut Secrétaire Exécutif du Comité de Libération de l'Organisation de l'Union Africaine (OUA) pendant 22 ans de 1972 jusqu'à ce que l'Afrique du Sud parvienne à un gouvernement par la majorité en 1994.

Le comité était situé dans la République de Tanzanie où le premier président, Mwalimu Julius Nyerere, et le peuple tanzanien ont donné leur soutien complet.

Mwalimu Nyerere, qui est décédé en 1999, fut le premier président des Etats de la Ligne de Front, qui a instauré la Conférence de Coordination pour le Développement de l'Afrique Australe (SADCC), plus tard devenue SADC.

Brigadier Général Mbita, le patron du projet et ambassadeur de la Tanzanie au Zimbabwe a donné un discours présentation à l'atelier de lancement à Dar es Salaam en août.

Dans son discours aux chercheurs nationaux, Mbita a déclaré "la lutte pour la décolonisation qui a engouffré le continent africain durant les 60 dernières années, était en fait la même, bien que combattue dans diverses parties et contre des pouvoirs coloniaux différents".

Ainsi, la nécessité d'enregistrer l'inspiration, l'engagement, la détermination, les sacrifices, les moyens, les stratégies et les expériences glanés durant différentes phases devient apparente," dit-il.

Faisant allusion à la décennie écoulée depuis l'accession au gouvernement par la majorité en Afrique du Sud et le besoin d'avancer plus rapidement vers cet objectif, il a constaté que les personnes présentes à l'atelier d'histoire "manifeste la volonté collective des Etats Membres de la SADC de laisser pour la postérité quelques comptes rendus écrits sur la transformation politique de la région."

Il a remercié le Mozambique et la Namibie d'avoir été les premiers à promettre des ressources pour le projet, et l'Afrique du Sud pour financer l'initiation des activités.

"La réalisation de ce projet a pris un temps appréciable, et pour moi il se concrétise après près de onze années d'un rêve passionné d'avoir l'Afrique prendre sa destinée en main comme elle l'avait fait lors du processus de décolonisation. Tout d'abord en tant que victimes, deuxièmement en tant que peuple résistant et troisièmement en tant que vainqueurs."

"Les phases de ce processus sont passées par une agitation couverte, organisation politique et éventuellement confrontation physique."

"La naissance des Etats de la Ligne de Front en tant que base de réserve fiable et la victoire qui a vu l'instauration de la SADC en tant qu'organe pour la transformation économique et l'affermissement de la sécurité, paix et défense régionale doit être minutieusement examinée.

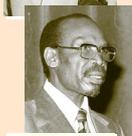
"Que serait cette région, par exemple, s'il n'y avait pas eu des présidents de calibre tels que Nyerere, Kenneth Kaunda, Sir Seretse Khama ainsi que les leaders inflexibles des Mouvements de Libération Nationale de l'époque?"

### L'Ordre Royal de Munhumutapa



#### Mwalimu Julius Kambarage Nyerere

Pour ses accomplissements exceptionnels en tant que luminaire et conscience du nationalisme africain, le pivot des efforts de libération dans la région, et une contribution remarquable pour la lutte de la libération ...



#### Chief Sir Seretse Khama

Pour son engagement exceptionnel à l'éradication de la domination coloniale, son dévouement inflexible aux idées panafricaines ... et la poursuite de l'injustice et de l'égalité ...



#### Dr Kenneth David Kaunda

Pour son exceptionnelle force de détermination, son dévouement altruiste, sa direction révolutionnaire et sa contribution remarquable à la lutte longue et ardue pour l'égalité, la justice et l'auto-détermination ...



#### Marshall Samora Moises Machel

Pour sa bravoure révolutionnaire exceptionnelle, sa détermination inflexible, son dévouement altruiste, sa direction inspirationale et sa contribution remarquable pour la lutte de libération



#### Dr Agostinho Neto

Pour son engagement exceptionnel, son dévouement, sa direction inspirée et sa contribution remarquable pour la lutte de libération.

### Jours fériés dans la SADC Octobre - décembre 2005

1er octobre	Jour férié	Botswana
4 octobre	Journée de l'Indépendance	Lesotho
4 octobre	Journée de la réconciliation (Journée de la Paix)	Mozambique
10 octobre	Fête de Mères	Malawi
14 octobre	Journée Mwalimu Nyerere et le "Point culminant de la course de la Torche Uhuru"	Tanzanie
14 octobre	Journée des Créateurs de la SADC (Commemoration)	Tous
24 octobre	Journée de l'Indépendance	Zambie
1er novembre	La Toussaint	Ile Maurice
1er novembre	Divali	Ile Maurice
2 novembre	La Toussaint	Angola
2 novembre	Arrivée des Travailleurs sous contrat	Ile Maurice
4 novembre*	Idd el Fitri/ Eid ul Fitr	Tanzanie, Ile Maurice
11 novembre	Journée de l'Indépendance	Angola
9 décembre	Journée de l'Indépendance	Tanzanie
10 décembre	Journée des Droits de l'Homme	Namibie
16 décembre	Journée de la Réconciliation	Afrique du Sud
22 décembre	Journée de l'Union Nationale	Zimbabwe
25 décembre	Noël	Toute la SADC
26 décembre	Journée de la Boxe	Botswana, Lesotho, Swaziland, Tanzanie, Malawi
26 décembre	Journée de l'Amitié	Afrique du Sud
26 décembre	Journée de la Famille	Namibie
26 décembre	Jour Férié	Zambie, Zimbabwe
27 décembre	Jour Férié	Zimbabwe

\* Depends on visibility of the moon